

**Reste-t-il beaucoup de cadres injustement incarcérés ?**

Je n'ai pas de chiffres mais il en reste encore. Mais quel qu'en soit le nombre, il est excessif. Je suis témoin de bien d'existences brisées depuis une quarantaine d'années.

**C'est ce qui me fait dire que la détention préventive est devenue une véritable condamnation préventive. Quel magistrat aura le courage de libérer un homme qui vient de passer quatre ans et demi en prison et dont la liberté provisoire a été rejetée 28 fois sans explication? Sa détention est illicite, illégale.**

**Cette dernière année, la justice algérienne a fait l'objet d'énormément de critiques, son image en prit un mauvais coup...**

Par principe je refuse de parler des dossiers que je ne connais pas. J'ai suivi les affaires récentes à travers la presse. Ce sont des critiques dont la justice aurait pu se passer.

On ne peut pas dire qu'elles sont imméritées et c'est bien que la presse attire l'attention des pouvoirs publics sur les dérapages.

**Mais qu'est-ce qui se passe au niveau de la justice ?**

J'ai l'habitude de dire qu'il s'agit d'un problème culturel. Il y a toute une formation à donner aux magistrats et elle n'est pas seulement judiciaire, il y a une approche sociale, l'approche du justiciable qui mérite la protection de la justice vu qu'il risque sa liberté, ses biens, son honneur.

Chez nous nous avons le culte de la présomption de culpabilité et elle existe chez tout le monde, pas seulement les magistrats, y compris la presse qui déci-

de, parfois, dès qu'une personne est arrêtée, qu'elle est coupable.

**Beaucoup dénoncent la mainmise du politique...**

Oui, mais «un politique» qui n'en

maîtrise pas tout à fait les tenants et les aboutissants. Les magistrats ont souvent peur. Là, cela nous renvoie à l'aspect culturel. Ils savent que s'ils mettent une personne en prison ils n'auront aucun problème, mais à l'inverse, si cette même personne est en liberté on peut leur demander des comptes.

Textuellement. Mettre une personne en prison est pour eux la garantie qu'on ne leur demandera pas des comptes. Mais s'il optent pour la liberté cela peut leur attirer des ennuis. On peut même les soupçonner d'avoir été corrompus.

Cela fait partie du système. Alors ils préfèrent se couvrir avec la détention. Dans le cas de l'ex-PDG de la Cnan, nous sommes dans une affaire d'acharnement, qui n'est pas d'ordre judiciaire.

**Durant votre carrière vous avez beaucoup activé pour les droits de l'Homme. Quel est votre avis sur la situation que traverse le pays aujourd'hui ?**

La situation actuelle en Algérie renvoie à la situation du monde arabo-musulman. Nous appartenons à un univers qui traver-

se une crise épouvantable. Une crise qu'il n'a jamais connue dans son histoire. Dans ce contexte, il y a un premier constat à faire : nous sommes actuellement mieux lotis que nos voisins. Quand on voit ce qui se passe en Tunisie, en Libye, en Égypte (trois fois millénaire), en Irak, en Syrie (des fleurons de la civilisation arabe), nous n'avons pas de quoi nous plaindre.

Les gens ont cependant raison de ne pas regarder uniquement dans cette direction, mais de se tourner vers le côté qui avance et là, à l'évidence, nous constatons que nous avons beaucoup de mal à nous dépêtrer d'un système qui s'est installé en 1962. Ce qui a compliqué les choses en Algérie, c'est la décennie rouge, je l'appelle ainsi. Nous la devons aux islamistes, mais si elle n'a pas été provoquée, elle a été encouragée de l'extérieur. Il y avait manifestement une volonté de venir à bout du dernier pays arabe et musulman qui résistait à la mainmise occidentale. Par chance l'Algérie a réussi à démontrer

**La détention préventive est un drame national, une tragédie nationale. La Constitution stipule que toutes les personnes sont présumées innocentes avant que le contraire ne soit prouvé. Chez nous on fonctionne avec une présomption de culpabilité qui est automatiquement suivie par la détention préventive.**

qu'elle était capable de résister à cette coalition qui attendait notre disparition. Dans ce contexte, il m'est impossible de ne pas revenir sur Octobre 1988. Nous avons failli déboucher sur une véritable démocratisation mais elle a été contrariée par la décennie rouge. Ceux-là mêmes qui ont mis en branle le monde musulman sont ceux qui ne voulaient pas de démocratie chez nous.

**Partagez-vous l'inquiétude de tous ceux qui craignent pour l'évolution de la situation dans le pays ?**

Je n'ai pas de vision politicienne, mais je m'inquiète bien sûr pour mon pays. Je suis de ceux qui craignent la rue (nous ne voulons pas de cela), qui craignent un éclatement, mais il faut compter avec la maturité des Algériens. Nos ennemis de toujours n'ont pas perdu espoir, mais pour le moment il y a une bonne résistance. Dans ce contexte, je souligne le courage qu'a eu l'institution de la Gendarmerie nationale en publiant un rapport pour dire «ça ne va pas» et qu'il y a un risque de dérapage. C'était une mise en garde et une alerte pour qu'on fasse attention et cela veut dire aussi qu'il y a une résistance. Vous savez, la crise est universelle, elle n'est pas propre à notre pays. La démocratie occidentale bat de l'aile. N'oublions pas que deux chefs d'Etat, des grands de ce monde, sont passibles de poursuites en justice. Tony Blair et George Bush sont passibles des tribunaux.

Ce dernier relève de la justice américaine pour agression contre Etat souverain et crime de guerre. Mais le monde occidental est incapable de faire justice, tétanisé depuis le rejet du droit de sanction contre Israël suite à son agression contre Ghaza. L'univers est en crise. Que dire donc du monde arabe qui est devenu fou après avoir raté sa démocratisation ?

A. C.

**ECLAIRAGE DE BELAÏD ABANE SUR LA LIQUIDATION DE CERTAINS MILITANTS BERBÉRISTES DU MOUVEMENT NATIONAL**

**«Benai Ouali a été tué sous l'ordre de Mohamedi Saïd, lui-même sous l'ordre de Krim»**

**Rencontré à Akfadou en marge du colloque international «Les assises de la Soummam, 60 ans après, quelles leçons ?», Belaïd Abane, écrivain, politologue et professeur de médecine, auteur de nombreux ouvrages sur Abane Ramdane, l'un des principaux artisans de cet événement majeur dans la lutte de libération du pays, revient, à travers cet entretien, sur la commémoration de l'événement tout en apportant un éclairage sur la polémique liée à la liquidation de certains militants de la cause nationale et identitaire à l'image de Benai Ouali.**

**Le Soir d'Algérie :** La région historique d'Akfadou commémore cette année le 60<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de la Soummam à travers un colloque international dédié à cet événement considéré comme un acte fondateur de la révolution. Vous participez à ces assises de la Soummam sur le thème «la primauté soummamienne du politique sur le militaire : d'Ifr au Caire, une vie éphémère». Peut-on connaître le regard que vous portez sur ce genre d'initiative visant à lever le voile, sans aucun tabou, sur cet événement ?

**Belaïd Abane :** Il est important que ce genre d'événement aussi fondateur soit commémoré chaque année. C'est ce qui contribue à formater la mémoire nationale. Si nous voulons que notre jeunesse aime son pays, il faudrait lui donner des modèles, des exemples valorisants dans notre histoire nationale. En ce qui concerne la commémoration tout particulièrement de cette année, c'est un 60<sup>e</sup> anniversaire donc, c'est une étape de maturité de la Nation algérienne, elle a besoin de se

retrouver dans ses moments fondateurs. Personnellement, maintenant, pour moi qui suis aussi à ma maturité intellectuelle et également à la maturité de l'âge, avec du recul également, il est impensable que je ne m'arrête pas en tant qu'intellectuel, en tant que chercheur et analyste politique pour analyser cet événement dont je dis d'ailleurs que ce sera le dernier. Après je laisse la place à la jeunesse. Pour moi, il est important parce que c'est le 60<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de la Soummam et l'année prochaine 2017, ce sera le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Abane. Donc, il était pour moi important de marquer, de manière forte, le 60<sup>e</sup> anniversaire du Congrès de la Soummam pour que je puisse marquer de manière aussi forte l'assassinat de Abane à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire en décembre 2017. Pourquoi ? Parce que mon livre *Vérité sur l'assassinat de Abane* sort courant 2017, ce sera pour nous la famille et pour la famille nationale l'occasion d'un deuil définitif à l'occasion d'une cérémonie populaire nationale dans un esprit d'apaisement pour commémorer une bonne fois pour

toutes la mort de Abane et c'est aussi une façon pour nous de faire des funérailles symboliques.

**La polémique enfle autour de la liquidation de certains grands militants de la cause identitaire durant la guerre de Libération à l'image de Benai Ouali. Certains écrivains n'hésitent pas à pointer du doigt ouvertement l'implication de Abane et Krim dans l'assassinat de ces militants berbéristes. Pouvez-vous apporter un éclairage sur ces liquidations ?**

Je rappelle d'abord qui est Benai Ouali, Amar Aït Hamouda et Mbarek Aït Menguellat, ce sont d'éminents militants de la cause nationale. Leur malheur est d'être tombés dans un mauvais moment, c'est-à-dire au moment où la puissance du PPA/MTLD bien sûr était totalement orientée vers l'arabo-islamisme. Ce sont des révolutionnaires. Ils étaient à la pointe par rapport à l'ensemble des militants du mouvement national mais en même temps, ils étaient pour la défense de l'identité berbère. Donc leur premier assassinat, c'était leur exclusion du parti. Quand ils ont été exclus du parti, d'autres sont venus les remplacer. C'est-à-dire Krim, Ouamrane, Djeflal, Fernane Hanafi, tous ces militants qui sont devenus des chefs de la Kabylie étaient des subordonnés de ces éminents militants du mouvement national qu'étaient Benai, Amar Aït Hamouda et Mbarek Aït Menguellat. Ensuite, c'était

une autre équipe qui dirigeait la Kabylie, c'est-à-dire Krim avec Ouamrane et Mohamedi Saïd et le paradigme a changé, ceux qui étaient dans la crise identitaire sont devenus pratiquement les ennemis de la direction FLN de la Kabylie. Le nettoyage a commencé. Il a commencé par Amar Aït Hamouda et Mbarek Aït Menguellat. Ils les ont éliminés dans un tribunal plus ou moins installé rapidement à Aït Ouabane. Quelque temps après, c'était le tour de Benai Ouali pour des raisons que j'ai développées dans un livre : une collecte de fonds que Krim considérait comme étant un peu interlope. Là donc, il faut dire les vérités. Et pour Benai Ouali, je pense, et Ali Yahia Abdenour le dit aussi dans son livre, c'est un problème personnel entre lui et Krim. Krim voulait lui régler son problème à titre personnel. Est-ce que Abane était au courant ? Je ne sais pas. Mais ce que je peux dire est que la relation entre Abane et Krim s'était détériorée au point où Abane ne pouvait pas donner l'aval ou l'ordre à Krim de liquider Benai. Si Abane avait demandé à Krim de tuer Benai Ouali, Krim ne l'aurait pas tué, il aurait fait le contraire. Si Abane lui avait dit ne le tue pas, il l'aurait tué. Donc, il ne pouvait pas y avoir Krim et Abane s'associant pour liquider Banai. Ce que je sais, c'est que Benai Ouali a été tué en Kabylie sous l'ordre de Mohamedi Saïd, lui-même sous l'ordre de Krim.

**Entretien réalisé par Aziz Kersani**